



**UNION REGIONALE DES FRANCAS
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**

Association loi 1901
Siège social : 83 rue Château Payan
13005 MARSEILLE

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**



UNION REGIONALE DES FRANCAS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Association loi 1901
Siège social : 83, rue Château Payan
13005 MARSEILLE

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**UNION REGIONALE DES FRANCAS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 27 avril 2025

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Christophe Rambeau

Commissaire aux Comptes

BILAN

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres (avant affectation)	453 942	493 686
Terrains					Résultat de l'exercice	1 348	-39 745
Constructions	320 713	188 191	132 522	132 599	Subventions d'investissement		
Matériels d'activités	5 751	5 751			Total	455 289	453 942
Autres immobilisations corporelles	88 477	80 636	7 841	16 104	FONDS DEDIES & PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés		
Autres prêts et titres immobilisés	85		85	58 385	Provisions pour risques		
Dépôts et cautionnements	1 496		1 496		Provisions pour charges	52 115	46 554
Total	416 521	274 577	141 944	207 088	Total	52 115	46 554
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées		10 000
Usagers - clients	211 029		211 029	118 441	Fournisseurs	12 492	10 270
Comptes courants Réseau	12 564		12 564	30 136	Dettes fiscales et sociales	31 534	28 481
Autres créances	10 474		10 474	7 352	Comptes courants Réseau	8 930	11 479
Charges constatées d'avance	706		706	656	Autres dettes	3 439	12 153
Trésorerie	217 832		217 832	209 205	Produits constatés d'avance	30 750	
Total	452 605		452 605	365 790	Total	87 145	72 383
Total	869 126	274 577	594 549	572 878	Total	594 549	572 878

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	200	200
Ventes de biens		
Prestations de service	549 969	519 428
Subventions d'exploitation	28 107	21 207
Dons et Mécénat		
Contributions financières	103 260	109 961
Reprises sur dépréciations et provisions		4 562
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1 293	454
Total	682 830	655 813
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	243 578	246 532
Aides financières	92 400	92 931
Impôts et taxes	4 428	7 284
Salaires	184 940	186 843
Cotisations sociales	50 567	55 105
Dotations aux amortissements	18 180	14 658
Dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions	5 561	7 592
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	82 086	84 877
Total	681 740	695 822
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	1 090	-40 010
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers	258	265
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	258	265
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	258	265
RESULTAT COURANT (I + II)	1 348	-39 745
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	1 348	-39 745
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature		
Bénévolat	23 400	23 800
Total	23 400	23 800
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature		
Personnel bénévole	23 400	23 800
Total	23 400	23 800

ANNEXE

Au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre **2024** qui dégage un excédent de **1 347.65 €**.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social de l'association :

- Gérer la formation (action déconcentrée de la Fédération Nationale) et, en ce sens donner à l'équipe régionale les moyens de travailler,
- Gérer les moyens affectés à l'activité régionale de la délégation,
- Gérer éventuellement les actions en coopération de tout ou partie des départements qui composent l'unité régionale.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun fait caractéristique n'est à signaler au titre de cet exercice.

COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2022-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques				
Terrains				
Constructions et agencements	310 873,39	9 840,00		320 713,39
Matériel d'activités	5 750,50			5 750,50
Agencements & aménagements divers	14 512,93			14 512,93
Matériel de transport	16 676,66			16 676,66
Matériel informatique	26 330,14			26 330,14
Mobilier de bureau	30 956,85			30 956,85
Immobilisations en cours				
Total	405 100,47	9 840,00		414 940,47

b) Acquisitions et désinvestissements

TBI salle de formation	7 530,00
Ordinateur RAF	1 082,00

c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%				
Constructions et agencements	5%	178 274,07	9 399,37		187 673,44
Matériel d'activités	33% à 20%	5 750,50			5 750,50
Agencements & amén. divers	10%	13 264,81	1 139,00		14 403,81
Matériel de transport	25%	9 722,72	3 335,33		13 058,05
Matériel informatique	33%	18 428,57	4 306,00		22 734,57
Mobilier de bureau	20%	30 956,85			30 956,85
Total		256 397,52	18 179,70		274 577,22

2. Immobilisations financières

Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Titres CASDEN	85,00	85,00
Cautionnement	1 495,80	0

3. Stocks

Néant

4. Usagers

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	207 443.22		207 443.22
Usagers douteux			
Usagers non encore facturés	3 585.37		3 585.37
Total	211 028,59		211 028,59

5. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
2000	FEDERATION	7 944.76
2100	UR NOUVELLE-AQUITAINE	748,00
2104	AD 04	882.00
2183	AD 83	2 989.50
Total		12 564.26

6. Charges constatées d'avance

Divers 706.35

7. Autres créances

SUBVENTIONS A RECEVOIR 500,00
SEGUIN AVANCE 918,99
MIMRAN AVANCE 428,64
RAITANO AVANCE 258,74
CANON AVANCE 694,50
NANA AVANCE 131,68
LEPOLL AVANCE 135,12
CNAF AIDES STG A RECEVOIR 7 406,17
10 473,84

8. Trésorerie

BPPC 100 185,23
Livret BPPC 115 589,71
COMPTE DELEGATION 1 935,40
CAISSE 121,78
217 832,12

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association et de la dévolution des locaux de Nice pour l'UR côte d'Azur pour 120 000 €.

2. Subventions d'investissement

Néant

3. Fonds dédiés

Néant

4. Provisions et dépréciations

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques				
Engagement de retraite du personnel (1)	46 553,87	5 561,01		52 114,88
Provisions pour charges		5 561,01		52 114,88
Immobilisations financières				
Usagers				
Dépréciations				
Total		5 561,01		

Dotations / reprises d'exploitation 5 561,01

Dotations / reprises financières

Dotations / reprises exceptionnelles

Total 5 561,01

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet

Total

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence jusqu'à 10 ans d'ancienneté et 1/3 au-delà pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

5. Emprunts et dettes assimilées

Néant

6. Fournisseurs

Fournisseurs	5 086,46
Fournisseurs, factures non parvenues	7 405,38
	12 491,84

7. Dettes fiscales et sociales

Personnel : rémunérations dûes	2 181,83
Dettes provisio. pour congés payés	9 588,02
URSSAF	6 835,00
Caisse Prévoyance	1 044,55
Caisses de retraites Médéric	4 986,38
MUTUELLES	224,88
Charges sociales sur congés payés	3 571,74
IMPOTS REVENUE SOURCE	86,00
UNIFORMATION	3 016,00
	31 534,40

8. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
2113	AD 13	3 874,00
2106	AD 06	3 720,44
2184	AD 84	1 335,11
	Total	8 929,55

9. Autres dettes

GRIECO AVANCE	1 318,32
CARRERA AVANCE	67,24
BOUCARDIER AVANCE	1 055,55
COMPTE D/C FORM ADM DEP	376,40
LEFEBVRE AVANCE	621,86
	3 439,37

10. Produits constatés d'avance

Facture BPJEPS 2024-2025	30 750,00
--------------------------	------------------

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Prestations de service

	Exercice clos			Exercice précédent		
	Quantité	Nb stagiaires	Montant	Quantité	Nb stagiaires	Montant
Formation habilitée	1 990	278	130 058.00	2 468	332	154 144.10
Formation professionnelle	41 678	159	381 130.76	33 736	91	326 255.84
Autres						
Total Prestations				Total Prestations		

2. Subventions d'exploitation

	Exercice clos	Exercice précédent
DRJSCS	16 000.00	13 500.00
FONJEP	7 107.00	7 107.00
ASP CUI CAE	5 000.00	600.00
Total	28 107.00	21 207.00

3. Contributions financières

	Exercice clos	Exercice précédent
Fédération Nationale FRANCAS	103 260.40	109 961.24
Total	103 260.40	109 961.24

4. Aides financières

	Exercice clos	Exercice précédent
AD Francas 04, 06, 13 83 & 84	92 400.00	92 931.00
Total	92 400.00	92 931.00

5. Produits et Charges exceptionnels

Néant

Le journal officiel du 12/08/95 oblige les dispensateurs de formation professionnelle qui ont un statut de droit privé, à détailler les subventions reçues pour celle-ci dans les tableaux ci-après.

TABLEAU 1 Ressources de l'organisme

ORIGINE DES FONDS	Exercice clos		Exercice précédent	
	Montant en €	%	Montant en €	%
I RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS				
Entreprises	22 800.00	5%	8 100.00	2%
Etat, collectivités locales, étab publics	4 500.00	1%	7 020.00	2%
Entreprises: Via Fongecif, OPCA, FAF	94 836.01	25%	62 677.0	20%
Particuliers			2 520.00	1%
Sous-total I	122 136.01	26%	80 317.33	25%
II RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS				
Instances européennes				
Etat	2 100.00	1%		
Régions	256 894.75	67%	245 938.85	75%
Autres collectivités territoriales				
Sous-total II	258 994.75	68%	245 938.85	75%
III AUTRES				
Autres organismes de formation				
Autres ressources				
Sous-total III				
Total des ressources	381 130.76	100%	326 256.18	100%

TABLEAU II Décomposition des actions par finalité

FINALITE DES ACTIONS	Exercice clos		Exercice précédent	
	Montant en €	%	Montant en €	%
Diplômantes (1)	308 117.76	80%	244 391.84	74%
Perfectionnement prof. et qualifiant(2)	73 013.00	20%	81 864.34	26%
Total	381 130.76	100%	326 256.18	100%

(1) Diplômes nationaux, titres homologués. (2) Certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations.

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

Salarié (hors "CEE")	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres				
Employés	4	4	4	4
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)	1	1	1	1
Total	5	5	5	5

(1) Effectif à la clôture quelque soit la durée de travail (2) Equivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	Exercice clos		Exercice précédent	
	Nb de personnes	Nb de journées	Nb de personnes	Nb de journées
Contrat CEE				

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

Néant

4. Engagements hors bilan

Néant

5. Contributions volontaires en nature

a) Mise à disposition gratuite (locaux, services) et prestations en nature internes et externes

L'association bénéficie de la mise à disposition du Délégué chargé de la région à temps plein ainsi que du Délégué chargé de la formation à mi-temps par la Fédération Nationale.

b) Bénévolat / Personnel bénévole

Il représente **238** jours de formateurs bénévoles sur les sessions BAFA

Nature	Nombre de jours	Valorisation journalière	total
Directeurs sessions BAFA	106	100 €	10 600 €
Formateurs sessions BAFA	128	100 €	12 800 €
			23 400 €